



Front Syndical de Classe

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krazucki

Luttes, 49^{ème} congrès de la CGT : militants du terrain, tout dépend de vous

C'est à partir des années 1980 avec l'arrivée de la « gauche de gouvernement » aux affaires que la confédération CGT entre de plain-pied dans la théorie portée par la social-démocratie européenne : rompre avec le capitalisme n'est plus une nécessité mais il s'agit d'espérer le transformer en intervenant dans sa gestion. Place donc désormais à la négociation et à l'entente avec le Capital, qui vit de l'exploitation de la force de travail des salariés, afin de faire accepter une exploitation « décente », « responsable », « sociale » voire « durable », sans remettre en cause le pouvoir de ce Capital qui s'appuie sur sa propriété des moyens de production et d'échange pour casser l'emploi et les salaires, le droit du travail, pour délocaliser...

Rendre le capitalisme « social » tout en laissant aux capitalistes les commandes réelles, voilà, sous couvert de modernité et d'adaptation à la réalité, cette quadrature du cercle qu'est la collaboration de classes devenue stratégie de l'état-major CGT, laissant sur le bord de la route l'orientation de naissance du syndicalisme de classe : mener la lutte de classe en rassemblant les travailleurs, lutter au jour le jour pour augmenter la part du travail payé et réduire l'exploitation capitaliste, en rappelant qu'il n'est possible d'en finir avec cette exploitation que par la socialisation des moyens de production et d'échange.

Fin août 2009, après 30 ans de reculs sociaux considérables, les symboles de ce syndicalisme perdant, B. Thibault et F. Chérèque, lors des « rencontres estivales » de la CFDT, déclarent main dans la main que les « manifestations ont montré leurs limites ». Ils refusent l'organisation d'une journée nationale de grève et entendent obtenir des « inflexions » à la politique du gouvernement (B. Thibault) et ne pas sous-estimer les « avancées obtenues » (F. Chérèque), sous les applaudissements de la Confédération Européenne des Syndicats qui ne cesse de promouvoir l'accompagnement syndical du capitalisme, en pleine déroute dudit capitalisme.

La situation des travailleurs (travail du dimanche, casse des retraites et de la Sécu, chômage de masse et délocalisations, baisse des salaires et explosion de la précarité, casse des services publics et du statut de la Fonction publique (Education, Poste, Hôpitaux...), répression anti-ouvrière) serait-elle si bonne qu'on se félicite des « avancées » ou qu'on quémande seulement des « inflexions » ?

Comment ne pas comprendre alors la colère des nombreux syndiqués et travailleurs constatant que la forte combativité populaire du premier semestre 2009, des ouvriers de l'automobile aux étudiants et aux universitaires, en passant par les électriciens-gaziers ou les marins-pêcheurs a été menée dans l'impasse par une stratégie aberrante de refus des luttes débouchant sur le fiasco de la journée du 13 juin ? Ou que l'exemplaire lutte de Guadeloupe et de Martinique, prenant forme de grève générale, n'a jamais été défendue par les directions confédérales ? Comment ne pas soutenir l'expression de nombreux délégués syndicaux d'entreprises en lutte contre les fermetures d'usines qui ont été laissés seuls face au patronat et au gouvernement et à qui a été refusée pendant des mois la construction d'actions convergentes, notamment dans le secteur de l'automobile ? Et qui en prime ont été dénigrés par des secrétaires confédéraux CGT expliquant que leurs luttes « radicales » n'étaient pas des exemples à suivre, qu'elles risquaient de desservir l'action syndicale et que la grève générale était proscrite car « le grand soir c'est dans les livres ».

Bien entendu, le refus de la lutte et de l'unité des travailleurs dans l'action pour gagner n'est guère surprenant venant de dirigeants de la CFDT, qui, de 1995 à aujourd'hui en passant par 2003, ont pour mission de casser toute mobilisation et de signer les accords les plus régressifs avec les gouvernements et le patronat.

Mais alors que les syndicats et les militants CGT de base se battent avec acharnement contre la casse sociale et l'exploitation patronale, la ligne d'abandon des principes de classe est en passe de tuer la « grande dame » combative de 1936, 1945 ou 1968 à qui les travailleurs de France et leurs acquis doivent tant. Au point que la direction confédérale actuelle portera une lourde responsabilité dans la perte d'acquis sociaux résultant de près d'un siècle de combat dont

certains ont été gagnés par le sang des résistants contre l'hitlérisme.

Alors que la crise et l'offensive antisociale du Medef, du gouvernement et de l'UE vont encore s'accroître, le moment est venu de rompre avec cette orientation désastreuse pour les travailleurs et pour la CGT elle-même. Cela suppose que les bouches s'ouvrent, en particulier dans l'optique du 49^{ème} congrès CGT du mois de décembre.

En effet, le document d'orientation préparé par la direction confédérale reprend l'essentiel de son analyse de ces dernières années : évacuation de la lutte des classes au profit de l'intervention dans la gestion, célébration du syndicalisme rassemblé mais impotent, de ses résultats (!) et de l'action de la CES. Aucune autocritique, la stratégie est la bonne, il faut l'amplifier.

Mais un problème de taille se pose que révèlent les nombreuses prises de position d'organisations et de militants de base CGT. Cette réalité est d'ailleurs confirmée par l'enquête diligentée par la Confédération en juillet auprès des UD et des Fédés et dont les remontées sont très claires : si la ligne est approuvée par l'appareil permanent, elle ne passe pas dans les syndicats : « nous avons du mal à être écoutés », déplorent les cadres intermédiaires.

Rien de plus logique alors pour la direction confédérale : si la base résiste, c'est qu'il y a un problème d'efficacité, c'est que les structures, qui laissent s'exprimer la base, sont obsolètes. Le document d'orientation propose en conséquence la remise en cause des syndicats d'entreprise et du fédéralisme et programme leur remplacement par de nouvelles structures « à la carte » validées par une commission confédérale d'affiliation en fonction de leur adaptation à la ligne confédérale. Adieu donc à ce qui a fait la richesse de la CGT : la conf' n'est plus la coordinatrice mandatée par la base mais, depuis Montreuil et les bureaux de la CES à Bruxelles, elle dirige, valide ou exclut : la démocratie syndicale est supplantée par le centralisme bureaucratique.

Ainsi serait définitivement verrouillé le recentrage confédéral et, après la mise en place du Cogetise au congrès précédent, l'état-major confédéral disposerait de tous les moyens pour mettre au pas les organisations de base encore largement imprégnées de lutte de classes – avant de les exclure.

L'enjeu est de taille pour les syndiqués CGT et, au-delà, pour l'ensemble des travailleurs. Mais les jeux ne sont pas faits car la résistance à la dérive confédérale progresse, à mesure que s'accumulent les dégâts occasionnés par sa stratégie d'accompagnement de l'offensive capitaliste. De nombreuses entreprises cherchent à bâtir une coordination des luttes à partir de l'appel des New Fabris ; de nombreux syndicats de base de la Chimie et de la Métallurgie de la filière automobile ont réussi à obtenir de leurs fédérations l'organisation d'une journée d'action avec grèves et rassemblement le 17 septembre devant la Bourse à Paris, qui peut créer une dynamique et favoriser d'autres mobilisations public/privé sur les salaires, les retraites, la protection sociale etc..

C'est pourquoi le 49^{ème} congrès peut et doit être autre chose que ce que veulent en faire les stratèges de Montreuil. Souvenons-nous de la défaite cuisante du bureau confédéral au sujet du référendum européen de 2005.

Cela suppose qu'à l'exemple de la CGT Continental, de la CGT Goodyear Amiens ou de l'UL CGT de Douai, les bouches continuent de s'ouvrir à la base et que des liens se tissent pour unir toutes les forces qui entendent se battre pour la défense du syndicalisme de classe. Le Front Syndical de Classe poussera de toutes ses forces en ce sens et propose d'ores et déjà une rencontre publique unitaire à la fin du mois d'octobre.

Enlèvement réformiste à marche forcée ou renouveau sur des bases de classe et de masse : du développement des luttes en bas et de l'intervention des syndiqués dépendent l'avenir de la grande CGT et des acquis des travailleurs.

Le bureau, 31 août 2009

<p>Pour adhérer au FSC - Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus), Adhésion d'organisations : 50 euros minimum Carte de bienfaiteur à partir de 100 euros Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer à : Jacky Omer, 40 Boulevard de la Liberté, 92320 Châtillon.</p>
